



GROUPEMENT
HOSPITALIER
DE TERRITOIRE
LOIRE ATLANTIQUE

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'ŒUVRE

**HOPITAL INTERCOMMUNAL DE LA PRESQU'ÎLE GUERANDE – LE
CROISIC**

Projet de restructuration de l'Hôpital de Guérande

ACHETEUR :

*Centre Hospitalier Universitaire de Nantes
Immeuble Deurbroucq - 5, allée de l'Île Gloriette
44093 NANTES CEDEX 01*

MAITRE D'OUVRAGE :

*Hôpital Intercommunal de la Presqu'Île Guérande – Le Croisic
Avenue Pierre de La Bouexière
BP 25419
44350 Guérande Cedex*

Préambule

En application de la Loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation du système de santé ayant pour objectif la mise en place d'un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé, le **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE**, dénommé ci-après **GHT 44**, a été créé par convention constitutive en date du 1^{er} juillet 2016.

Le CHU de Nantes a été désigné établissement support par la convention constitutive. A ce titre, il assure à compter du 1^{er} janvier 2018 pour le compte des établissements parties du GHT, la responsabilité de la fonction achat. Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés publics et de leurs avenants. Il assure pour le GH T44 la passation des marchés et de leurs avenants conformément aux dispositions du Code de la commande publique. Les établissements parties assurent, chacun pour la part du marché public qui les concerne, l'exécution du marché public (émission des ordres de services, vérification et admission des prestations, application des pénalités, sous-traitance en cours d'exécution, règlement des factures...).

Les 13 établissements membres du GHT Loire-Atlantique sont les suivants : CHU Nantes, CH Saint-Nazaire, CH Châteaubriant-Nozay-Pouancé (Châteaubriant), HI de la Presqu'île (Guérande – Le Croisic), HI Sèvre et Loire (Vertou), HI du Pays de Retz (Pornic), CH S Blain, CH Erdre et Loire (Ancenis), CH Georges Daumézon (Bouguenais), CH Savenay, Hôpital Bel Air (Corcoué -sur-Logne), CH Pierre Delaroche (Clisson), CH Maubreuil (Saint Herblain).



Ainsi, à compter du 1^{er} janvier 2018, seul le CHU de Nantes est compétent pour signer les marchés des établissements parties du GHT 44 et leurs avenants éventuels.

Le présent marché de maîtrise d'œuvre qui sera signé par le CHU de Nantes sera conclu pour répondre au **besoin exclusif de l'Hôpital Intercommunal de la Presqu'île Guérande – Le Croisic**. Ce dernier conservera néanmoins sa qualité de « maître d'ouvrage » pour le projet envisagé, objet du présent marché.

Table des matières

1. Dispositions générales du contrat.....	5
1.1. Objet du contrat	5
1.2. Titulaire du contrat et sous-traitance éventuelle.....	6
1.3. Type et forme du contrat	6
1.4. Visite de site	6
1.5. Conduite des prestations du marché	6
1.6. Utilisateurs.....	7
1.7. Participation aux réunions.....	7
2. Pièces constitutives du marché	7
2.1. Pièces contractuelles	7
2.2. Pièces à remettre au maître d'œuvre	8
3. Autres Intervenants	8
3.1. Maîtrise d'ouvrage	8
3.2. Acheteur	8
3.3. Programmation.....	9
3.4. Conduite d'opération	9
3.5. Contrôle technique.....	9
3.6. Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	10
3.7. Coordination du système de sécurité incendie	10
4. Réalisation de prestations similaires	11
5. Plateforme projet collaborative	12
6. Contenu de la mission de maîtrise d'œuvre confiée	12
6.1. Type de mission	12
6.2. Eléments de mission.....	12
6.3. Mode de dévolution des travaux.....	13
7. Missions complémentaires extérieures à la MOE	15
7.1. Etudes d'exécution (EXE).....	15
7.2. Coordination S.S.I.	15
7.3. Etude de sol	16
8. Durée du marché	16
9. Prix	16
9.1. Forme du prix.	16
9.2. Contenu du prix	16
9.3. Rémunération de l'APS.....	17
9.4. Forfait Définitif de rémunération	17
9.5. Dispositions diverses	19
9.6. Prestations supplémentaires ou modificatives et prolongation du délai d'exécution	20
9.7. Modalités de variation des prix	20
9.8. Avance	20
10. Modalités de règlement des comptes	21
10.1. Echancier de paiement	21
10.2. Présentation et transmission des demandes de paiement	23
10.3. Mode de règlement.....	23
10.4. Délai global de paiement – intérêts moratoires.....	24
10.5. Cession ou nantissement des créances	24
11. Engagement du maître d'œuvre jusqu'à la passation des marchés de travaux.....	25
11.1. Coût prévisionnel des travaux	25
11.2. Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux	25
11.3. Modifications de la consistance du projet	26
11.4. Coût de référence des travaux	26
12. Engagement du maître d'œuvre après la passation des marchés de travaux	26

12.1.	Coût de réalisation des travaux	26
12.2.	Tolérance sur le coût de réalisation des travaux.....	27
12.3.	Comparaison entre réalité et tolérance	27
13.	Conditions d'exécution des prestations.....	28
13.1.	Les documents d'études.....	28
13.2.	Les documents d'études intermédiaires	29
13.3.	Assistance aux choix des autres prestataires	29
13.4.	Arrêt de l'exécution des prestations	30
13.5.	Achèvement de la mission.....	30
14.	Pénalités.....	30
14.1.	Pénalités de retard	30
14.2.	Autres pénalités.....	32
15.	Assurances.....	33
15.1.	Polices éventuellement souscrites par le maitre d'ouvrage	33
15.2.	Assurances du maitre d'œuvre.....	34
16.	Utilisation des résultats.....	35
17.	Résiliation du contrat	36
17.1.	Résiliation du fait du maître d'ouvrage	36
17.2.	Résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre	36
17.3.	Conséquence de la résiliation aux tors du maitre d'œuvre	37
18.	Règlement des différends.....	37
19.	Confidentialité	37
20.	Protection des données à caractère personnel	37
21.	Dérogations	38
22.	Annexe	38

1. Dispositions générales du contrat

1.1. *Objet du contrat*

Le marché régi par les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) est un marché public de Maîtrise d'œuvre relatif au projet de modernisation du site de Guérande.

Le site de Guérande comprend actuellement :

Bât H	35 lits SMR poly; 5 HTP SMR; 24 médecine poly; 10 UHA
Bât D	28 lits EHPAD; 25 lits médecine poly dont 6 identifiés soins palliatifs
Bât G	78 EHPAD; 42 USLD
Bât FDS	

Actuellement, il existe 40 Lits de SSR, 80 Lits d'EHPAD et un PASA sur le site du Croisic qui seront transférés sur le site de Guérande.

Les principales caractéristiques de l'opération sont les suivantes :

Opération dite « de base » :

- Démolition du bâtiment administratif, du bâtiment D, du bâtiment E ;
- Construction neuve d'un bâtiment médico-social, et partiellement sanitaire :
 - Relié au RDC au pool historique
 - Relié à tous les niveaux au bâtiment H
- Réhabilitation et extension du bâtiment H pour implantation des activités sanitaires ;
- Réhabilitation partielle du bâtiment historique A pour implantation des locaux supports.
- Réhabilitation et extension du bâtiment F pour implantation des équipes mobiles et SSIAD, locaux syndicaux, administration

Opération dite « optionnelle » :

- Nouveau bâtiment IFAS

Les éléments relatifs au programme et au contexte de l'opération sont décrits dans le programme technique détaillé (PTD).

Lieu d'exécution : Avenue Pierre de La Bouexière - BP 25419 - 44350 Guérande Cedex

L'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage est fixée à **38 023 000 Euros H.T (valeur octobre 2023)**. Elle correspond au montant global prévisionnel des travaux déterminés au cours de la programmation (y compris les travaux de bâtiment tous corps d'état, tous les équipements immeubles nécessaires au bon fonctionnement de l'opération immobilière, les travaux de VRD et d'aménagements paysagers...).

Cette enveloppe comporte la part des travaux affectée à la construction du nouveau bâtiment IFAS (opération dite en tranche optionnelle).

1.2. Titulaire du contrat et sous-traitance éventuelle

Les caractéristiques du « titulaire du marché » désigné dans le présent C.C.A.P. sous le nom « le maître d'œuvre » ou « la maîtrise d'œuvre » sont précisées à l'article B1 de l'acte d'engagement.

Le présent marché peut être conclu soit avec un opérateur économique unique, soit avec un groupement d'opérateurs économiques.

Le maître d'œuvre, ou un membre du groupement de maîtrise d'Œuvre, peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître d'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Toutefois, en application de l'article L. 2193-3 du Code de la commande publique, les prestations du marché décrites dans l'alinéa suivant doivent être effectuées directement par l'un des membres du groupement titulaire.

En effet, l'architecte ne peut ni prendre ni donner en sous-traitance la mission définie à l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi no 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, conformément à l'article 37 du Code de déontologie des architectes.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-MOE.

1.3. Type et forme du contrat

Le marché est ordinaire.

1.4. Visite de site

Le maître d'œuvre et chacun des cotraitants ou sous-traitants sont réputés avoir pris connaissance des lieux de ses abords et de ses conditions d'accès. Le maître d'œuvre reconnaît également avoir apprécié toutes les difficultés inhérentes au site.

1.5. Conduite des prestations du marché

La bonne exécution du marché dépend essentiellement des personnes physiques qui sont désignées pour assurer et conduire l'ensemble des prestations de maîtrise d'œuvre.

Aussi, les personnes dédiées à l'exécution du présent marché sont nommément désignées dans l'offre du maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre s'engage, dans la limite du droit des salariés à la démission et du cas de force majeure, à maintenir chaque personne dans son rôle et sa fonction pendant toute la durée du marché, sauf si le maître de l'ouvrage donne son accord exprès au remplacement d'une personne.

Les stipulations de l'article 3.4.3 du CCAG-MOE sont applicables.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage conserve la faculté de récuser en cours d'exécution du présent marché, toute personne dont le comportement ou la probité ne seraient pas jugés selon lui compatibles avec le bon déroulement de la mission de maîtrise d'œuvre.

1.6. Utilisateurs

Dans le cadre de la conception et de la réalisation d'une telle opération, la concertation avec les futurs utilisateurs revêt une importance particulière pour la réalisation des ouvrages et leurs exploitations futures.

Dans cet esprit, le maître d'œuvre devra participer à toute concertation avec les utilisateurs, attendue du Maître d'ouvrage.

A titre indicatif, la fréquence de ces rencontres est de l'ordre de 2 réunions par élément de mission en phase d'études de conception.

1.7. Participation aux réunions

Le maître d'œuvre s'engage à assister aux réunions quand il y est convié par le maître d'ouvrage. Chaque réunion doit faire l'objet d'un compte-rendu, rédigé par la maîtrise d'œuvre si le maître d'ouvrage le lui demande. Ce compte rendu est envoyé au maître d'ouvrage dans les maximum 3 jours ouvrés suivant la réunion.

En cas de retard dans la présentation du compte-rendu, le maître d'œuvre encourt sur ses créances une pénalité dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 100 €.

2. Pièces constitutives du marché

2.1. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Maîtrise d'œuvre les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes notamment financières
- Le présent cahier des clauses particulières (CCAP) et ses annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), constitué par l'annexe 20 du Code de la commande publique précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé, augmentés des précisions complémentaires apportées dans le CCTP
- Le programme technique et détaillé de l'opération et l'ensemble de ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de Maîtrise d'Œuvre (CCAG-Maîtrise d'œuvre) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de Maîtrise d'Œuvre (NOR: ECOM2106877A), sous réserve des dérogations expressément prévues dans le présent CCAP
- Les pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage lors de la consultation ;

- Les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux ;
- L'offre technique du maître d'œuvre, composée de pièces écrites et graphiques ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du maître d'œuvre ;

Le maître d'œuvre devra respecter, pour l'exécution des missions DET, VISA/EXE et AOR, notamment dans ses rapports avec les entreprises, les dispositions du CCAG Travaux et, le cas échéant, les dispositions des cahiers des clauses administratives particulières des marchés publics de travaux. Il veillera en particulier à respecter strictement les procédures et délais décrits dans ces pièces, en tant qu'elles le concernent ou lui sont opposables. Il en supportera les conséquences, notamment onéreuses, en cas de non-respect.

Les stipulations du marché sont conformes aux dispositions suivantes :

- Celles du titre IX du livre Ier de la deuxième partie du Code de la commande publique relatives à l'exécution du marché ;
- Celles du livre IV de la deuxième partie du Code de la commande publique portant sur les dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre privée ;
- Celles de l'annexe 20 du Code de la commande publique précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

2.2. Pièces à remettre au maître d'œuvre

La notification du marché comprend une copie délivrée sans frais par l'acheteur au maître d'œuvre, de l'Acte d'engagement et son annexe financière : répartition des prestations par cotraitant ainsi que de tous documents nouveaux ou modifiés de manière non substantielle par rapport au dossier de consultation.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, la notification ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives du marché.

3. Autres Intervenants

3.1. Maîtrise d'ouvrage

Le Maître de l'ouvrage est :

L'Hôpital Intercommunal de la Presqu'île Guérande – Le Croisic
Avenue Pierre de La Bouexière
BP 25419
44350 Guérande Cedex

3.2. Acheteur

L'acheteur est :

Le Centre Hospitalier Universitaire de Nantes
Immeuble Deurbroucq - 5, allée de l'Île Gloriette
44093 – NANTES CEDEX

3.3. *Programmation*

La programmation est confiée à :

APSIS Santé
10 rue Erard
75012 Paris

Et à

ARRO Ingénierie
1 avenue de l'Angevinière
44800 Saint-Herblain

3.4. *Conduite d'opération*

La conduite d'opération sera assurée par un chef de projet qui est l'interlocuteur du maître d'œuvre pour le compte du maître d'ouvrage.

Dès la notification du marché, le nom et la qualité de la personne, chef de projet, qui sera chargée de la conduite d'opération seront indiqués à la maîtrise d'œuvre.

En complément, le maître d'ouvrage se réserve également la possibilité de désigner un prestataire extérieur pour assumer les fonctions de conduite d'opération du présent projet.

3.5. *Contrôle technique*

Les travaux sont soumis au contrôle technique prévu par le titre II de la Loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Une mission de contrôleur technique sera confiée à un bureau de contrôle dont les coordonnées et missions seront communiquées ultérieurement à la maîtrise d'œuvre.

Le maître d'œuvre doit travailler en liaison avec le contrôleur technique retenu par le maître de l'ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, la rédaction du dossier de consultation des entreprises, la prise en compte des avis du contrôleur technique pendant la phase de réalisation du chantier, le suivi des réceptions jusqu'à la levée des réserves, le contrôle des plans de récolement. Le maître d'œuvre devra s'assurer de la présence régulière sur le chantier du contrôleur technique. Au besoin, il pourra le convoquer sur des sujets particuliers.

Le maître d'œuvre doit tenir compte de l'ensemble des observations du contrôleur technique, que le maître d'ouvrage lui aura notifié pour exécution, afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage. La prise en compte par le maître d'œuvre des observations du contrôle technique ne fera pas l'objet de complément de rémunération.

Le maître d'œuvre fera connaître au contrôleur technique, la suite donnée à ses avis et observations.

En cas de désaccord entre le maître d'œuvre et le contrôleur technique, le maître d'œuvre devra en informer, par écrit, dans les plus brefs délais le maître d'ouvrage.

3.6. *Sécurité et protection de la santé des travailleurs*

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de **catégorie 1** au sens de l'article R.4532-1 du code du travail, sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

Son nom, ses coordonnées et ses missions seront communiqués ultérieurement à la maîtrise d'œuvre.

Le maître d'œuvre doit tenir compte, (à ses frais), de l'ensemble des observations du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé le concernant, sauf avis contraire du maître d'ouvrage, en les intégrant tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

En cas de désaccord entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS, le maître d'œuvre devra en informer dans les plus brefs le maître d'ouvrage. A défaut, le maître d'œuvre pourra voir sa responsabilité engagée.

3.7. *Coordination du système de sécurité incendie*

La mission de coordination du système de sécurité incendie (C.S.S.I.) n'est pas incluse dans le présent marché, elle sera assurée par un coordonnateur (prestataire spécifique) qui sera désigné ultérieurement dans le cadre d'une autre procédure de passation.

Son nom et ses coordonnées seront communiqués ultérieurement à la maîtrise d'œuvre.

Le maître d'œuvre devra travailler en liaison avec le coordonnateur retenu, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du dossier d'identité du SSI et sa mise à jour, le suivi des essais et l'établissement du procès-verbal de réception technique, la mise à jour du cahier des charges fonctionnelles du SSI, et ce, jusqu'à la levée complète des réserves et remise du dossier SSI.

Le maître d'œuvre doit tenir compte, (à ses frais), de l'ensemble des observations du coordonnateur SSI le concernant, sauf avis contraire du maître d'ouvrage, en les intégrant tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

En cas de désaccord entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SSI, le maître d'œuvre devra en informer dans les plus brefs le maître d'ouvrage. A défaut, le maître d'œuvre pourra voir sa responsabilité engagée.

Le détail de cette mission est précisé à l'article 7.2 ci-après.

3.8. *Mandat de Maître d'Ouvrage*

Le maître d'ouvrage a pris la décision pour ce projet de confier par contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage, à un mandataire l'exercice, en son nom et pour son compte, de tout ou partie de ses attributions de maîtrise d'ouvrage, dont notamment la mission de paiement de l'ensemble des prestataires du projet.

Le mandataire représentera dès lors le maître d'ouvrage à l'égard des tiers dans l'exercice des attributions qui lui auront été confiées.

Son nom et ses coordonnées seront communiqués ultérieurement à la maîtrise d'œuvre.

4. Réalisation de prestations similaires

Dans le respect des dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, un marché négocié sans mise en concurrence et sans publicité préalable pourra être attribué, le cas échéant, au titulaire initial du marché pour la réalisation de prestations similaires à celles du marché précédent.

5. Plateforme projet collaborative

Le maître d'ouvrage envisage la mise en place d'une solution de dématérialisation de tout le processus de gestion des documents d'études et d'exécution, sur le principe d'un service de GED (Gestion Electronique de Données) permettant le travail collaboratif autour du projet et la traçabilité des actions de l'ensemble des intervenants.

Les modalités ne sont pas encore définitivement arrêtées, mais cela ne doit pas impacter le marché de MOE, que ce soit sur les périmètres de responsabilités, de délai ni de forfait de rémunération.

Les modalités sont détaillées en annexe 1 du CCAP.

6. Contenu de la mission de maitrise d'œuvre confiée

6.1. *Type de mission*

Le présent marché a pour objet de confier à son titulaire une mission de maîtrise d'œuvre, telle que définie dans le Code de la commande publique. Ce dernier est soumis aux articles L. 2410-1 à L. 2432-2 et R. 2412-1 à R. 2432-7 du Code de la commande publique.

Il est confié au maitre d'œuvre une mission dite « de base », dont le contenu est défini à l'article R. 2431-4 du Code de la commande publique complétée par des missions complémentaires qui sont listées dans le second tableau de l'article 6.2 ci-après.

6.2. *Eléments de mission*

Le présent marché est constitué des éléments suivants :

Missions de base

Eléments de mission	Désignation
ESQ	Esquisse
APS	Avant Projet Sommaire
APD	Etudes d'Avant-projet définitif
PRO	Etudes de projet
ACT/AMT	Assistance à la passation du ou des contrat(s) de travaux
VISA	Examen de la conformité au projet et visa des études d'exécution
DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR	Assistance aux opérations de réception et durant le délai de garantie de parfait achèvement

Missions complémentaires

Abréviations	Désignation
SYNTH	Synthèse
DQE	Détail quantitatif estimatif
FLJ	Facteurs lumière du jour
STD	Simulation thermodynamique
SIGN	Signalétique intérieure et extérieure
ACV	Analyse du cycle de vie

Chaque élément de mission et chaque mission complémentaire devront être exécuté conformément aux dispositions qui figurent l'annexe 20 du Code de la commande publique précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé, augmentés des précisions complémentaires apportées dans le CCTP.

Le maître d'œuvre s'engage, dans l'exécution de son marché, à respecter les règles générales de construction, et l'ensemble des dispositions légales et réglementaires, notamment issues du Code de l'urbanisme, du Code de la construction et de l'habitation, et du Code de l'environnement, applicables à la présente opération, et à veiller à leur stricte application.

Missions complémentaires extérieures à la MOE

Elément de mission	Désignation
EXE	Etudes d'exécution
SSI	Coordination SSI
EDS	Etude de sol

6.3. Tranches et conditions d'affermissement de la tranche optionnelle

Le marché de maîtrise d'œuvre fait l'objet **d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle**, dont les définitions et les conditions d'affermissement sont décrites ci-dessous.

La tranche ferme est constituée des prestations de maîtrise d'œuvre, autrement dit les éléments de mission visés à l'article 6.2 supra, pour l'opération « dite de base » décrite à l'article 1.1 ci-avant, à savoir :

- Démolition du bâtiment administratif, du bâtiment D, du bâtiment E ;
- Construction neuve d'un bâtiment médico-social, et partiellement sanitaire :
 - Relié au RDC au pool historique
 - Relié à tous les niveaux au bâtiment H
- Réhabilitation et extension du bâtiment H pour implantation des activités sanitaires ;
- Réhabilitation partielle du bâtiment historique A pour implantation des locaux supports.
- Réhabilitation et extension du bâtiment F pour implantation des équipes mobiles et SSIAD, locaux syndicaux, administration

L'enveloppe prévisionnelle affectée à l'opération dite de base est de **37 212 000€ HT** (valeur octobre 2023).

La tranche optionnelle comporte les prestations de maîtrise d'œuvre, autrement dit les éléments de mission visés à l'article 6.2 supra, pour l'opération « dite optionnelle » décrite à l'article 1.1 ci-avant, à savoir :

- Nouveau bâtiment IFAS

L'enveloppe prévisionnelle affectée à l'opération dite optionnelle est de **811 000 € HT** (valeur octobre 2023).

Cette partie est dite optionnelle puisque le maître d'ouvrage est en attente de l'autorisation du Conseil Régional pour construire cette nouvelle

La réponse du Conseil Régional sera rendue en principe courant du mois de Juin 2025, lorsque le maître d'œuvre sera en cours d'études de conception.

L'affermissement de la présente tranche optionnelle sera subordonné à une décision formelle du maître d'ouvrage qui interviendra à la fin des études d'Avant-Projet Définitif (APD).

Si le maître d'ouvrage obtient l'autorisation du Conseil Régional, la tranche optionnelle sera affermie et la maîtrise d'œuvre devra dès lors engager l'ensemble des études de maîtrise d'œuvre requises.

Le titulaire ne pourra prétendre au versement d'une indemnité d'attente et/ou de dédit si la tranche optionnelle n'est pas affermie.

Chaque candidat désigné sera tenu de chiffrer les prestations de maîtrise d'œuvre pour l'opération dite de base (tranche ferme) ainsi que pour l'opération dite optionnelle (tranche optionnelle) du présent marché.

6.4. Mode de dévolution des travaux

Le maître d'ouvrage envisage au stade de la programmation une réalisation par une entreprise générale (lot unique).

Le choix du mode de dévolution sera définitivement arrêté par le maître d'ouvrage, après avis du maître d'œuvre, au plus tard à la validation de l'APD.

7. Missions complémentaires extérieures à la MOE

7.1. Etudes d'exécution (EXE)

Les études d'exécution comprennent :

- L'établissement de tous les plans d'exécution, ces documents doivent être complétés par un cahier de tous les détails à plus grande échelle nécessaires à la bonne exécution des travaux, en plans, coupes et façades selon les cas,
- La réalisation des études de synthèse,
- L'établissement d'un devis quantitatif détaillé par corps d'état,
- L'établissement du calendrier prévisionnel d'exécution des travaux par lot ou par corps d'état.

7.2. Coordination S.S.I.

a. Objet de la mission

La mission de coordination S.S.I. a pour objet d'assurer la conformité du Système de Sécurité Incendie avec les prescriptions de la norme NF-S 61.932 dans le cadre de l'opération concernée par le présent marché.

Le coordonnateur S.S.I. veillera également à proposer un cahier des charges fonctionnel cohérent avec l'architecture du S.S.I. déjà en place sur le site.

b. Définition des prestations en phase conception

En phase de conception, le coordonnateur SSI établit un cahier des charges fonctionnel du SSI définissant:

- La catégorie du SSI.
- L'organisation et la corrélation des zones de détection (ZD) et de sécurité (ZS).
- Le positionnement des matériels centraux déportés.
- Les modalités d'exploitation d'alarme (restreinte, générale ou sélective).
- Les constituants du SSI, le mode de fonctionnement des dispositifs commandés terminaux (DCT) et les options de sécurité des dispositifs actionnés de sécurité (DAS).
- Le principe et la nature des liaisons.
- La procédure de réception technique.

c. Définition des prestations en phase exécution des travaux Suivi de la cohérence entre les différents équipements du SSI :

- Création et mise à jour du dossier d'identité SSI conforme à la norme NF S61-932
- Contrôle du respect du cahier des charges et suivi du contrôle fonctionnel

d. Définition des prestations en phase réception des ouvrages

Etablissement du procès-verbal de réception technique. Cette prestation pourra éventuellement être réalisée en plusieurs étapes selon les exigences du déroulement de l'opération.

Au titre du présent élément de mission, le coordonnateur S.S.I. assiste le maître d'ouvrage lors de la visite d'ouverture de la commission de sécurité. Dans ce cadre :

- Il fournit au maître d'ouvrage ou à l'équipe de maîtrise d'œuvre les documents nécessaires à l'instruction du dossier,
- Il participe à la visite d'ouverture,

- Il propose des solutions pour remédier aux éventuelles prescriptions de la commission de sécurité.

7.3. Etude de sol

L'étude géotechnique de conception G2 définit la conception des ouvrages géotechniques en les dimensionnant précisément. Elle détermine également les risques géotechniques par une évaluation complète des sols.

Le MOE devra réaliser le CCTP et le plan de sondage associé. Cette étude sera financée par le maître d'ouvrage.

8. Durée du marché

Le marché débute à la date de sa notification et s'achève à l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement de l'ouvrage à réaliser, ou après prolongation de ce délai le cas échéant.

Le délai global du marché comprend les études de conception, les délais de validation des documents d'études par le maître d'ouvrage, le suivi d'exécution des travaux et les congés annuels, avec période de garantie de parfait achèvement de 12 mois.

9. Prix

Le prix du présent marché est établi hors T.V.A.

9.1. Forme du prix.

Le prix des prestations faisant l'objet de ce marché, inscrit à l'article B1 de l'acte d'engagement est global et forfaitaire. Il est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « mois zéro » (m0 Études) précisé également à l'article B1 de l'acte d'engagement.

L'unité monétaire retenue est l'euro (€).

La décomposition de ce prix est précisée dans la décomposition du prix global et forfaitaire annexée à l'acte d'engagement.

Ce dernier définit clairement ce qui devra être réglé respectivement au mandataire du groupement, à ses cotraitants et éventuellement aux sous-traitants.

Le prix est révisable suivant les modalités fixées à l'article 9.7 ci-après.

9.2. Contenu du prix

Le prix est réputé complet étant donné qu'il doit couvrir l'ensemble des frais engagés par le maître d'œuvre pour exécuter l'intégralité de sa mission.

Les frais relatifs à la participation aux réunions, aux déplacements, à la reprographie des documents intermédiaires et définitifs, à la fourniture des supports papier et informatique sont inclus dans le prix. De même, ce prix comprend toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations de ce marché.

Le prix du marché comprend notamment toutes les sujétions liées directement à l'exécution des prestations du marché, et notamment les aléas suivants :

- Variations limitées du programme jusqu'à l'APD, n'impliquant que des modifications non substantielles de l'avant-projet ;
- Variations limitées de la conception demandées par le maître d'ouvrage ou découlant de contraintes nouvelles liées au site ne mettant en cause ni l'objectif ni la complexité du projet et n'impliquant que des modifications non substantielles ;
- Prestations nécessaires à l'obtention des autorisations administratives modificatives et à l'adaptation des marchés de travaux résultant des variations limitées du programme ou du projet visées ci-dessus ;
- Prestations nécessaires à l'exécution de travaux anticipés et/ou différés ;
- Prestations nécessaires à l'exécution de travaux provisoires ;
- Procédure de passation d'un ou plusieurs marchés de travaux infructueuse ou déclarée sans suite et les conséquences qui en découlent ;
- Evolution de la réglementation ne modifiant pas substantiellement la complexité et/ou l'économie du projet ;
- Prise(s) de possession anticipée(s), réception(s) partielle(s), mise(s) à disposition ;
- Aléas de chantier de type refus de parties d'ouvrage, démolition de ces parties ;
- Prolongation de la garantie de parfait achèvement.

Ce prix est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Précisions en cas de cotraitance ou de sous-traitance

- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice.
- En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

9.3. *Rémunération de l'ESQ*

La rémunération de l'esquisse (ESQ) correspond à la prime (non révisable) d'un montant de 145 000 € TTC évoquée dans le règlement de concours.

Cette prime sera considérée comme le premier acompte versé au titre du présent marché. Elle est incluse dans le forfait définitif de rémunération.

9.4. *Forfait Définitif de rémunération*

S'agissant de la présente mission de maîtrise d'œuvre, le maître d'œuvre est rémunéré en application du forfait de rémunération provisoire fixé à l'acte d'engagement, conformément aux dispositions des articles L. 2432-1, R. 2432-6 et R. 2432-7 du Code de la commande publique.

La rémunération définitive de la maîtrise d'œuvre est arrêtée dès que le coût prévisionnel définitif des travaux est arrêté par le Maître d'Ouvrage tel que prévu à l'article 11.1 du présent CCAP.

Cet article désignera par :

- « Co » l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux
- « Fo » le forfait provisoire de rémunération de maîtrise d'œuvre fixé à l'article x de l'acte d'engagement

A l'issue de l'élément de mission APD, un avenant au présent marché, permettra de fixer contractuellement :

- Le coût prévisionnel des travaux « C » sur lequel s'engage le maître d'œuvre
- Le forfait définitif de rémunération « F » par application des modalités suivantes :

Il sera procédé, afin de permettre notamment la fixation du forfait définitif de rémunération, au classement des évolutions de projet depuis la notification du marché dans l'une des trois catégories ci-après :

Catégorie 1 – Modifications dans la consistance du projet qui s'imposent au maître de l'ouvrage (aléas résultant de la nature du sol, exigences administratives nouvelles, modifications réglementaires, etc)

Catégorie 2 - Modifications dans la consistance du projet résultant d'évolutions du programme ou de dispositions techniques demandées par le maître de l'ouvrage ;

Catégorie 3 - Modifications dans la consistance du projet apportées par le maître d'œuvre, par suite d'imprévisions ou d'imprécisions dans ses études, d'erreurs de conception, de prescriptions expresses du contrôleur technique, du coordonnateur SPS ou du coordonnateur SSI.

Le forfait définitif de rémunération « F » sera ensuite arrêté en fonction du coût prévisionnel des travaux « C » sur lequel s'engage le maître d'œuvre à l'issue de l'élément de mission APD, par application des modalités de calcul ci-après :

- 1) Si $C = Co$: le forfait définitif de rémunération F est égal au forfait provisoire de rémunération Fo
- 2) Si $C < Co$ **sans** modification dans le périmètre du projet, le forfait définitif de rémunération F est égal au forfait provisoire de rémunération Fo
- 3) Si $C < Co$ **avec** modification du périmètre du projet en raison de modifications décidées par le maître de l'ouvrage, le forfait définitif de rémunération sera revu en conséquence.
- 4) Si $C > Co$
 - L'incidence financière des modifications de **catégories 1 et 2** emportera une majoration du forfait de rémunération du maître d'œuvre par application des modalités suivantes : la valeur des éléments de mission à partir de l'APD est augmentée d'un pourcentage égal **au 3/4** du pourcentage d'augmentation entre la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux (Co) et le coût prévisionnel de travaux (C) déduction faite des éventuelles modifications relevant de la catégorie 3.
 - L'incidence financière des modifications de **catégorie 3** n'emportera pas de majoration du forfait de rémunération du maître d'œuvre.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 des études figurant à l'acte d'engagement.

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le passage à la rémunération définitive s'opère par une clause de réexamen en application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique.

9.5. Dispositions diverses

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Il comprend toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation (conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre).

En complément des dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, il est précisé que le prix du marché est complet et inclut tous les frais résultants de l'exécution des missions confiées au maître d'œuvre.

Ces frais incluent notamment ceux relatifs :

- Aux assurances ;
- Aux déplacements ;
- Aux tirages et à diffusion des documents écrits et graphiques que le maître d'œuvre doit établir dans le cadre de l'exécution de ses missions ;
- Aux achats, à la location et à la maintenance de matériels et logiciels nécessaires à l'exécution des prestations confiées au titulaire.

Le forfait comprend toutes les sujétions liées directement à l'exécution des prestations du marché, et notamment les aléas suivants :

- Variations limitées du programme jusqu'à l'APD, n'impliquant que des modifications non substantielles de l'avant-projet ;
- Variations limitées de la conception demandées par le maître d'ouvrage ou découlant de contraintes nouvelles liées au site ne mettant en cause ni l'objectif ni la complexité du projet et n'impliquant que des modifications non substantielles ;
- Prestations nécessaires à l'obtention des autorisations administratives modificatives et à l'adaptation des marchés de travaux résultant des variations limitées du programme ou du projet visées ci-dessus ;
- Prestations nécessaires à l'exécution de travaux anticipés et/ou différés ;
- Prestations nécessaires à l'exécution de travaux provisoires ;
- Procédure de passation d'un ou plusieurs marchés de travaux infructueuse ou déclarée sans suite et les conséquences qui en découlent ;
- Evolution de la réglementation ne modifiant pas substantiellement la complexité et/ou l'économie du projet ;
- Prise(s) de possession anticipée(s), réception(s) partielle(s), mise(s) à disposition ;
- Aléas de chantier de type refus de parties d'ouvrage, démolition de ces parties ;
- Prolongation de la garantie de parfait achèvement.

Le Maître d'œuvre s'engage, sauf prescription contraire du Maître de l'ouvrage, à n'accepter aucune rémunération de la part d'un tiers au titre de la mission qui lui est confiée par le présent marché. En outre, il s'interdit d'accepter toute mission complémentaire pour des tiers au présent contrat, intervenant dans la réalisation de la présente opération.

9.6. Prestations supplémentaires ou modificatives et prolongation du délai d'exécution

En dérogation de l'article 14.1 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, le maître d'ouvrage peut prescrire au maître d'œuvre, par ordre de service, l'exécution de prestations modificatives ou supplémentaires sans consultation de ce dernier.

Conformément à l'article 15.3.5. du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, en cas de prolongation de la durée du chantier ayant pour conséquence une augmentation de plus de 10% de la durée du marché de maîtrise d'œuvre, les parties se rapprochent afin d'examiner d'une part, les responsabilités associées à ce retard, et, d'autre part, si l'impact sur les missions du maître d'œuvre est suffisant pour déclencher une valorisation financière.

Ne sont pas concernés par les dispositions du présent article, les modifications apportées par le maître d'œuvre par suite d'erreurs ou d'imprécisions dans ses études, ou dans la direction des travaux, qui ne pourront donner lieu à aucune augmentation du forfait de rémunération. Les modifications consécutives à des fautes des entreprises dans l'exécution des travaux (sous responsabilité de la Direction de Travaux de la Maîtrise d'œuvre), de même qu'un allongement des délais d'exécution des travaux pour lequel la Maîtrise d'œuvre aurait une responsabilité (retard de VISA, erreur dans les pièces marchés, validation d'échantillon, etc...), ne donneront lieu à aucune augmentation du forfait définitif.

9.7. Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres dans le cadre du concours ; ce mois est appelé " mois zéro ".

La révision est effectuée par application au montant de l'acompte ou celui du solde d'un coefficient (Cn) de révision donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \frac{I_n - 3 \text{ mois}}{I_0 - 3 \text{ mois}}$$

dans laquelle « I₀ – 3 mois » et « I_n – 3 mois » sont les valeurs prises par l'index ingénierie au mois « zéro : mois d'établissement du prix fixé à l'article B1 de l'acte d'engagement) moins 3 mois » et au mois « n moins 3 mois », « n » étant le mois d'exécution des prestations.

Si la prestation a été exécutée sur plusieurs mois, « I_n moins 3 mois » correspond à la moyenne arithmétique des valeurs des index des mois pendant lesquels s'est effectuée l'exécution de la prestation – 3 mois.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Les révisions des acomptes pourront être effectuées à l'aide des index publiés lors de l'établissement des demandes de paiement. Elles seront ensuite le cas échéant rectifiées à l'occasion du versement des demandes de paiement ultérieures au fur et à mesure de la publication des index applicables des mois auxquels les prestations se rapportent.

9.8. Avance

Dans le respect des dispositions des articles R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la commande publique, une avance est versée au maître d'œuvre, sauf refus de sa part formulé dans l'acte d'engagement.

Il sera fait application de l'option B de l'article 11.1 du CCAG-Maîtrise d'œuvre.

Etant donné que la durée du marché est supérieure à douze mois et en application de l'article R.2191-7 dudit Code, le montant de l'avance est fixé à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Cette avance n'est due au maître d'œuvre que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance, le cas échéant.

Le paiement de l'avance intervient sur présentation d'une demande écrite avant l'émission de la première demande de paiement. Son montant ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues ultérieurement au maître d'œuvre au titre des règlements partiels définitifs et le cas échéant du solde du marché, lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article R.2193-19 du Code de la commande publique.

Aucune garantie financière ne sera demandée au maître d'œuvre pour le versement de l'avance.

Conformément aux Articles R2193-17 à R2193-21 du Code de la commande publique, une avance peut être également versée, sur leur demande, aux sous-traitants de premier rang bénéficiaires du paiement direct. Le paiement de cette avance est subordonné au remboursement, s'il y a lieu, de la partie de l'avance versée au maître d'œuvre au titre des prestations sous-traitées.

Le montant de l'avance est calculé par application des dispositions de l'article R.2191-7 du Code de la commande publique, sur la base d'un pourcentage de 5%, au montant des prestations sous-traitées. Le droit à l'avance forfaitaire du sous-traitant est ouvert à la date de commencement d'exécution des prestations par celui-ci.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées atteindra 65 % du montant des prestations au titre desquelles est accordée cette avance et doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

10. Modalités de règlement des comptes

10.1. *Echéancier de paiement*

En dérogation à l'article 11.2 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, selon l'échéancier de paiement des prestations suivant, à savoir :

Éléments de mission de base	Règlement de l'acompte
APS	80 % à la remise du dossier 20 % à l'approbation du maître d'ouvrage
APD	80 % à la remise du dossier 20 % à l'approbation du maître d'ouvrage
PRO	80 % à la remise du dossier 20 % à l'approbation du maître d'ouvrage
ACT	50 % à la remise du DCE 30 % à la remise du rapport d'analyse des offres 20 % après la mise au point des marchés de travaux
VISA	Au prorata de l'avancement de la mission sur justificatifs
DET	5 % à l'achèvement de la période de préparation des travaux 85 % au prorata de l'avancement des travaux 10 % à la date de l'accusé de réception par le maître d'ouvrage du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises
AOR	20 % à la réception des PV de réception avec réserves et décision du maître de l'ouvrage (OPR comprises) 40 % à la remise du dossier d'ouvrages exécutés et validation par le maître d'ouvrage 20 % à la réception des PV de levée des réserves et après validation par le maître d'ouvrage 20 % à la fin du délai de garantie de parfait achèvement (art. 44.1 du CCAG travaux) ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître d'ouvrage (art. 44.2 CCAG travaux)

Les acomptes relatifs aux éléments de mission : L'APD sera payé sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement. Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération, il sera procédé, si cela est justifié, à un réajustement en plus ou en moins du montant des acomptes relatifs à ces éléments à l'occasion du paiement de l'acompte relatif à l'élément APD ou PRO.

Missions complémentaires	Règlement de l'acompte
SYNTH	Au prorata de l'avancement suivant la mission VISA
DQE	80% avec la mission DCE 20% à la signature des marchés
FLJ	80 % à la remise du dossier (en phase APD) 20 % à l'approbation du maître d'ouvrage (en phase PRO)
STD	30% en fin de phase APS 50% en fin de phase APD 20% en fin de phase PRO
SIGN	20% à la remise du dossier (en phase APS) 60% à la remise du dossier (en phase APD) 20 % à l'approbation du maître d'ouvrage (en phase PRO)
ACV	20% à la remise du dossier (en phase APS) 60% à la remise du dossier (en phase APD) 20 % à l'approbation du maître d'ouvrage (en phase PRO)

10.2. Présentation et transmission des demandes de paiement

Les demandes de paiement établies par le maître d'œuvre devront l'être dans le respect des dispositions des articles 11.2 et 11.3 du CCAG-Maîtrise d'œuvre

Elles devront également comporter les mentions obligatoires stipulées par l'article D2192-2 du Code de la commande publique.

Pour chaque demande de paiement, le maître d'œuvre transmettra au maître d'ouvrage une note d'honoraires qui devra comporter a minima le numéro de marché, ainsi que l'intitulé de la mission et le numéro chronologique d'honoraires.

Pour le versement du solde du marché, le maître d'œuvre, devra adresser, une demande de paiement portant la mention « Décompte Général Définitif » ou « solde du marché ».

Les demandes de paiement seront adressées exclusivement sous forme dématérialisée selon les modalités définies ci-après :

D'une part, les demandes de paiement devront être transmises par voie dématérialisée par tout moyen permettant de donner une date certaine à la réception de ladite demande.

Autrement dit, le maître d'œuvre transmettra par mail la demande de paiement mensuelle au conducteur d'opération le cas échéant en mettant en copie le Maître de l'Ouvrage.

En effet, toutes notes d'honoraires du maître d'œuvre devront au préalable être transmises au conducteur d'opération qui établira un certificat pour paiement. Une fois validée, la ou les demandes de paiement (avec leur visa du conducteur d'opération) pourront être ensuite transmises au Maître d'ouvrage pour paiement.

D'autre part, les demandes de paiement devront être déposées en parallèle sur la plateforme dénommée Chorus Pro :

Pour accéder au portail Chorus Pro, veuillez suivre le lien suivant :

- <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour de plus amples informations, veuillez suivre le lien suivant :

- <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>.

Afin d'assurer la bonne intégration de ces factures, les paramétrages du Maître d'ouvrage sont les suivants :

- L'établissement est identifié sur le portail comme « Hôpital intercommunal de la presqu'île Guérande »
- Le code Siret : 264 403 106 000 18

10.3. Mode de règlement

Le mode de règlement du marché sera le virement bancaire.

Les paiements seront effectués par les soins de Monsieur le Trésorier Principal de l'Hôpital intercommunal de la presqu'île Guérande Le Croisic.

10.4. Délai global de paiement – intérêts moratoires

Les paiements seront effectués suivant les règles de la comptabilité publique et notamment conformément aux dispositions des articles R.2191-23 à R.2191-31 du Code de la commande publique.

Le délai global de paiement est fixé à 50 jours à compter de la réception de la facture conformément aux dispositions de l'article R 2192-11 1° du Code de la commande publique.

Le point de départ dudit délai sera la date de réception de la facture, après exécution et/ou admission des prestations. Cette date sera constatée par l'ordonnateur.

Le délai de paiement pourra toutefois être suspendu par décision de l'ordonnateur en application de l'article R. 2192-27 du Code de la commande publique. Il notifiera à son cocontractant sa décision et les raisons l'ayant justifiée, conformément aux dispositions de l'article R.2192-28 dudit Code.

En application de l'article L.2192-13 du Code de la commande publique, le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement.

Conformément à l'article R.2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne (BCE) augmenté de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires est fixé à 40 euros, en application de l'article D.2192-35 dudit Code.

10.5. Cession ou nantissement des créances

Le maître d'œuvre peut céder ou nantir tout ou partie des créances résultant du présent marché, conformément aux dispositions de l'article R.2191-45 du Code de la commande publique.

Le maître d'ouvrage délivre l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire, au nantissement ou à la cession du marché, sur demande écrite du maître d'œuvre.

11. Engagement du maître d'œuvre jusqu'à la passation des marchés de travaux

11.1. Coût prévisionnel des travaux

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel de réalisation des travaux sur la base de l'exécution de l'Avant-Projet définitif.

Le coût prévisionnel des travaux comprend l'ensemble des dépenses nécessaires au respect du Programme Technique Détaillé et les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage. Il est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois (m0 Travaux) fixé dans l'Acte d'engagement.

Si le coût prévisionnel proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de l'élément APD est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le maître d'ouvrage à l'article B1 de l'acte d'engagement, le maître d'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité, à ses frais, de recourir à un économiste extérieur de son choix, pour donner son avis sur l'estimation du coût prévisionnel remise par le maître d'œuvre. Au vu des résultats de cette étude, le maître d'ouvrage pourra demander au maître d'œuvre de vérifier et de justifier, le cas échéant, son estimation.

Après validation de l'APD par le maître d'ouvrage et tout particulièrement du coût prévisionnel des travaux, un avenant fixe ledit que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

Pour ce faire, le maître d'œuvre retracera l'évolution du coût estimatif des travaux depuis la notification du marché, en respectant l'index d'origine de sa valeur.

Il devra également procéder, afin de permettre notamment la fixation du forfait définitif de rémunération évoqué à l'article 9.4 ci-avant, au classement des évolutions de projet depuis la notification du marché jusqu'à la fixation du coût prévisionnel définitif des travaux dans l'une des trois catégories ci-après :

Catégorie 1 – Modifications dans la consistance du projet qui s'imposent au maître de l'ouvrage (aléas résultant de la nature du sol, exigences administratives nouvelles, modifications réglementaires, etc)

Catégorie 2 - Modifications dans la consistance du projet résultant d'évolutions du programme ou de dispositions techniques demandées par le maître de l'ouvrage ;

Catégorie 3 - Modifications dans la consistance du projet apportées par le maître d'œuvre, par suite d'imprévisions ou d'imprécisions dans ses études, d'erreurs de conception, de prescriptions expresses du contrôleur technique, du coordonnateur SPS ou du coordonnateur SSI.

11.2. Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel est assorti d'un taux de tolérance de 5%.

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance susvisé.

11.3. Modifications de la consistance du projet

Si après fixation du coût prévisionnel des travaux, le maître d'ouvrage décide de modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur le coût prévisionnel des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant dans les limites fixées aux articles R 2194-1 à R 2194-9 du Code de la commande publique.

Le réajustement du nouveau coût prévisionnel des travaux au mois m0 s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT de chaque lot.

11.4. Coût de référence des travaux

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût total des travaux tel qu'il résulte de la consultation (coût de référence).

Ce coût est obtenu en multipliant le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme « économiquement les plus avantageuses » par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 (catégorie bâtiment) pris respectivement au mois m0 des offres travaux et au mois « m0 travaux » de référence. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût de référence (arrondi au chiffre entier supérieur) est supérieur au seuil de tolérance, le maître d'ouvrage peut déclarer la consultation infructueuse (Appel d'Offre ou Procédure Adaptée). Le maître d'ouvrage peut également demander la reprise des études dans un délai minimum de 15 jours. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire. Ces nouvelles études aboutiront à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Sur la base de ces nouvelles études et après acceptation par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 30 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle procédure. L'établissement de ce nouveau dossier ne donne lieu à aucune rémunération complémentaire pour le maître d'œuvre.

12. Engagement du maître d'œuvre après la passation des marchés de travaux

12.1. Coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation de l'ensemble du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux notifiés.

Le maître d'œuvre s'engage à le respecter, assorti d'un taux de tolérance prévu à l'article suivant.

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

12.2. Tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de **4 %**.

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance susvisé.

Le seuil de tolérance n'empêche pas la mise en jeu de la responsabilité du maître d'œuvre

12.3. Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût constaté de l'ensemble de l'opération déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix, ramené à la valeur du mois m0 du ou des marchés de travaux.

Les modifications dans les travaux à exécuter, ou exécutés, engagées après signature des marchés de travaux, seront classées dans l'une des trois catégories suivantes, selon la cause de ladite modification :

- a) Modifications dans la consistance du projet résultant d'exigences nouvelles du maître d'ouvrage ;
- b) Modifications imprévisibles et qui s'impose au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, par exemple par suite d'un changement de réglementation, ou de la défaillance technique ou économique d'une entreprise, etc...
- c) Modifications dans la consistance du projet apportées par le maître d'œuvre par suite d'erreurs ou d'imprévisions dans ses études, ou dans la conduite des travaux

Si le coût constaté (uniquement modification de catégorie c) du présent marché est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (coût constaté - seuil de tolérance) x (taux de pénalité).

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de déterminer le taux de pénalité en cours d'exécution du marché. Cependant, conformément à l'article R.2432-4 du Code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15,00 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Il est précisé que des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître d'ouvrage, en cours de chantier, par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

Incidence éventuelle sur les honoraires de maîtrise d'œuvre :

- L'incidence totale des modifications relevant de la catégorie a) sera calculée par addition des travaux supplémentaires, et éventuellement des travaux en moins-value, si les suppressions envisagées nécessitent un travail important pour la maîtrise d'œuvre. Le forfait de rémunération sera alors augmenté par avenant pour prendre en compte les études supplémentaires de conception rendues nécessaires du fait de ces modifications. La rémunération supplémentaire ne sera pas systématique mais devra être justifiée et sera négociée.

- Les modifications relevant de la catégorie b) ne donneront pas lieu automatiquement à modification du forfait de rémunération, et seront débattues sur la base des justifications apportées par le maître d'œuvre sur leur incidence sur ses prestations. Dans l'hypothèse où il est établi que ces modifications induisent un travail supplémentaire pour le maître d'œuvre, son forfait de rémunération sera augmenté à juste proportion.
- Seules les modifications relevant de la catégorie c) seront prises en compte pour le calcul du coût constaté soumis à pénalités pour dépassement du seuil de tolérance. Toutefois, ne seront pas comptabilisées dans cette incidence, les travaux qui auront par ailleurs fait l'objet d'une indemnisation du maître de l'ouvrage par l'assurance professionnelle des concepteurs. Les modifications relevant de la catégorie c) ne donnent pas lieu à une augmentation du forfait de rémunération du maître d'œuvre.

13. Conditions d'exécution des prestations

13.1. Les documents d'études

13.1.1 – Etablissement et transmission des documents d'études

Les documents d'études (APD, PC, PRO et pièces DCE) sont remis par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage pour vérification et validation. Les délais d'établissements des documents d'études ont valeur contractuelle pour le maître d'œuvre.

Le point de départ de ces délais contractuels est la notification par le maître d'ouvrage de l'ordre de service valant ordre de démarrage de l'exécution des prestations de l'élément de mission considéré.

Ils doivent être respectés sous peine de l'application de pénalités prévues à l'article 14.1.1 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 20.4.2. du CCAG-Maîtrise d'œuvre, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître d'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

Les livrables seront remis dans les délais et selon le nombre d'exemplaires suivants :

Eléments de mission	Désignation des livrables	Délais contractuels	Nombre d'exemplaires papiers et + numériques à destination du Maître d'ouvrage et du Conducteur d'opération
APS	Avant-projet sommaire	4 mois	5 papier et 1 numérique
APD+PC	Avant-projet définitif + Permis de construire	5 mois	5 papier et 1 numérique
PRO	Projet	5 mois	5 papier et 1 numérique
DCE	Dossier de consultation des entreprises	1 mois ½	5 papier et 1 numérique

Suivant leur demande, des exemplaires papiers supplémentaires pourront être transmis aux autres intervenants (CT et CSPS).

13.1.2 – Vérification des documents d'études par le Maître d'ouvrage

En application de l'article 20.2 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, la décision du maître d'ouvrage d'admission en l'état, d'admission avec observations, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des documents d'études doit intervenir dans les délais maximums de validation suivants :

Code	Désignation du livrable	Délai de validation
APS	Avant-projet sommaire	Entre 6 et 8 semaines
APD+PC	Avant-projet définitif + Permis de construire	Entre 6 et 8 semaines
PRO	Etudes de projet	Entre 6 et 8 semaines
DCE	Dossier de consultation des entreprises	Entre 6 et 8 semaines

Si cette décision n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans lesdits délais, la prestation est considérée comme admise, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21.1 alinéa 2 du CCAG-Maîtrise d'œuvre (acceptation tacite).

En dérogation à l'article 21 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, l'émission d'un ordre de service pour enclencher l'exécution d'un élément de mission ne vaut en aucun cas admission tacite de l'élément de mission précédent.

En cas d'ajournement, et par dérogation à l'article 21.2.1 du CCAG Maîtrise d'œuvre, le délai de remise des prestations modifiées est spécifié et notifié par le Maître d'Ouvrage à la Maîtrise d'œuvre avec la décision d'ajournement. En application de l'article 21.2.2 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

13.2. Les documents d'études intermédiaires

Des délais sont également fixés dans le présent CCAP ou le CCTP concernant l'établissement des documents d'étude intermédiaires, en voici la synthèse :

- **Rapport d'analyse des candidatures le cas échéant** : délai maximum de 5 semaines à compter de la date de remise des candidatures au maître d'œuvre sauf demande spécifique du maître de l'ouvrage notifiée par ordre de service
- **Rapport d'analyse des offres** : délai maximum de 8 semaines à compter de la date de remise des offres au maître d'œuvre sauf demande spécifique du maître de l'ouvrage notifiée par ordre de service

13.3. Assistance aux choix des autres prestataires

Le maître d'œuvre assistera le maître d'ouvrage dans l'élaboration, la passation et la gestion des contrats des prestataires intellectuels qui seraient nécessaires à la bonne exécution du projet (et plus particulièrement études de sol (géotechnique), perméabilité à l'air (en phase chantier et à la réception de l'ouvrage) etc.)

A cette fin, le maître d'œuvre aura à sa charge de transmettre tout particulièrement ses attentes spécifiques pour mener à bien la prestation et notamment les pièces techniques et financières du dossier de consultation).

13.4. Arrêt de l'exécution des prestations

En dérogation et complément de l'article 27 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacun des éléments de mission tels que définis à l'article 6.2 du présent CCAP pour la mission de base. Cette résiliation n'ouvre droit au règlement d'aucune indemnité pour le maître d'œuvre.

Dans le cas où l'arrêt de l'exécution de la prestation au terme d'un élément de mission est temporaire, il n'entraîne pas la résiliation du marché. La décision d'arrêter temporairement l'exécution des prestations n'ouvre aucun droit à aucune indemnisation.

Dans les autres cas, l'arrêt emporte résiliation du marché. La décision prise précise si l'arrêt est temporaire ou définitif.

La décision d'arrêter définitivement l'exécution des prestations à l'issue d'un élément de mission, entraîne la résiliation du marché. Cette dernière n'ouvre droit pour le maître d'œuvre à aucune indemnité.

13.5. Achèvement de la mission

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de "garantie de parfait achèvement" (prévue au CCAG-Travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception, ou pendant le délai de "garantie de parfait achèvement", ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

14. Pénalités

14.1. Pénalités de retard

L'article 16.2 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre n'est pas applicable au présent marché.

Aussi, les pénalités de retard sont dues dès le premier euro et sont cumulables par dérogation aux articles 16.2.1 et 16.2.2 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre.

Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-maîtrise d'œuvre, l'ensemble des pénalités de retard, sauf dérogation expresse, s'appliquent sur simple constatation, sans qu'il soit nécessaire d'effectuer une mise en demeure préalable.

En dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, en cas de retard dans l'exécution de ses prestations et notamment la présentation de ses documents, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont les montants sont précisés aux articles 13.1.1, 13.1.2, 13.1.3 ci-après.

Pour le calcul du montant de la pénalité, les délais s'entendent en jours calendaires.

14.1.1 – Documents d'études

En cas de retard dans la présentation des documents d'études visés à l'article 12.1.1 ci-avant, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à **400€**.

14.1.2 – Documents d'études intermédiaires

En cas de retard dans la présentation des documents d'études visés à l'article 13.2 ci-avant, le maître d'œuvre encourt sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à **100 €**.

14.1.3 – Délais imposés en cours d'exécution des travaux

L'action du maître d'œuvre au cours de l'exécution des marchés de travaux devra respecter chacun des délais énoncés dans le tableau ci-après.

En cas de non-respect de chacun de ces délais, le maître d'œuvre pourra encourir sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est ainsi fixé :

Nature des prestations	Délais à respecter par le maitre d'œuvre	Montant de la pénalité par document
Etablissement de Fiche de Travaux Modificative (FTM)	15 jours calendaires à compter de la date de réception du devis de l'entreprise	200 €
Etablissement des ordres de service des entreprises	Le maitre de l'ouvrage se réserve le droit d'imposer dans la FTM un délai pour son établissement ou d'en faire la demande expressément sans établissement en amont d'une FTM	250 €
Notification des ordres de service aux entreprises	8 jours maximum après la réception des ordres de service signés par le maître d'ouvrage	500 €
Projet d'avenant aux marchés de travaux et rapport de présentation correspondant	1 mois maximum après la demande formelle du maître d'ouvrage	300 €
Avis motivé sur toute demande d'acception d'un sous-traitant	10 jours à compter de la demande formelle du maître d'ouvrage	150 €
Etude complète, à la demande du Maître d'ouvrage, d'une modification mineure du projet et de ses incidences techniques et financière	15 jours à compter de la demande formelle du maître d'ouvrage	350 €
Etablissement et diffusion des comptes rendus de chantier	2 jours ouvrés maximum après la réunion	300 €
Réponse à une question d'une entreprise qui conditionne l'avancement des études d'exécution ou des travaux	8 jours à compter de la demande formelle du maître d'ouvrage	400 €
Délivrance des Visas des études d'exécution des entreprises	15 jours maximum à compter de la réception des documents (plans, etc)	600 €

☞ NOTA : « demande formelle » s'entend d'une demande écrite du maître de l'ouvrage (ordre de service, courrier, courriel, fax).

14.2. Autres pénalités

14.2.1 - Opérations préalables à la réception, levées des réserves

En cas de dépassement de chacun des délais figurant aux articles 41 à 43 du CCAG-Travaux, que la réception soit partielle ou totale, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à **150 € par document**.

La même clause s'applique aux procès-verbaux relatifs aux prestations ou aux épreuves dont l'exécution a fait l'objet de réserves lors de la réception (partielle ou totale) et aux propositions complémentaires correspondantes du maître d'œuvre au maître d'ouvrage.

14.2.2 - Absences aux réunions

En cas d'absence à une réunion de chantier ou toute réunion à laquelle le maître d'œuvre aura été convoqué, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par absence est fixé à **300 €**.

Une pénalité de **150 €** sera appliquée pour un retard inférieur à une heure.

Un retard de plus d'une heure sera considérée comme une absence.

Cette pénalité pourra également s'appliquer en cas d'absence d'un cotraitant ou d'un sous-traitant du Maître d'œuvre, désigné nominativement par le maître d'ouvrage dans sa convocation.

14.2.3 - Pénalités pour prolongation du délai d'exécution des travaux

En cas de prolongation de délai d'exécution des travaux, imputable à la maîtrise d'œuvre, il pourra lui être appliqué une pénalité dont le montant est fixé par jour calendaire de retard à 1/1000ième de la part € HT du marché de maîtrise d'œuvre (après avenant fixant le forfait définitif de rémunération) relative à l'ouvrage concerné.

- Si le résultat de ce calcul est supérieur à 100 €, le montant de la pénalité journalière sera égal au résultat de ce calcul.
- Si le résultat de ce calcul est inférieur ou égal à 100 €, le montant de la pénalité journalière sera égal à 100 €.

14.2.4- Pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé et en cas de retard dans la transmission des déclarations fiscales et sociales

En cours d'exécution du présent marché, le Maître d'œuvre devra **tous les 6 mois** jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, adresser les mêmes pièces, à jour, qui avaient été exigées pour la signature du marché, à savoir :

- Les pièces prévues à l'article D. 8222-5 du Code du travail pour le contractant établi en France et D. 8222-6 pour celui établi à l'étranger,

- Ainsi que celles prouvant qu'il est à jour de ses obligations de déclaration et de paiement auprès des organismes de recouvrement que sont les URSSAF, les caisses générales de sécurité sociale, les caisses d'allocations familiales, et les caisses de mutualité sociale agricole, dans les conditions de l'article L. 243-15 du Code de la Sécurité Sociale.

Si le maître d'ouvrage ne les a pas reçues, il lui en fera la demande, le maître d'œuvre aura alors 5 jours calendaires pour lui transmettre.

A l'expiration du délai de 5 jours, le maître d'œuvre se verra appliquer une pénalité forfaitaire de **150 €**, par jour calendaire de retard, jusqu'à réception de l'ensemble des pièces susvisées par le maître d'ouvrage.

En outre, dans le cadre du dispositif d'alerte défini à l'article L8222-5 du Code du travail, si le maître d'œuvre n'a pas donné suite à la mise en demeure du maître d'ouvrage de régulariser au plus vite sa situation (un délai maximum est précisé dans la mise en demeure), il encourt l'application d'une pénalité d'un montant de 5 000 € ou la résiliation du présent marché à l'expiration dudit délai, sans indemnité, à ses frais et risques.

14.2.5 - Application des pénalités

L'ensemble des pénalités prévues au sein du présent CCAP, sauf dérogation expresse, s'appliquent sur simple constatation, sans qu'il soit nécessaire d'effectuer une mise en demeure préalable.

Le montant des pénalités s'entend toujours d'un montant hors taxe (HT). En effet, le montant des pénalités n'est pas assujéti à la TVA. En cas d'application de celle-ci, elles devront être déduites du montant TTC de l'acompte ou du solde à payer.

Une fois le montant des pénalités déterminé, la formule de variation prévue à l'article 8.7 du présent CCAP leur est appliquée.

Tous les délais susvisés s'entendent en jours calendaires pour le calcul du montant de la pénalité.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au maître d'œuvre tout au long du marché.

15. Assurances

15.1. *Polices éventuellement souscrites par le maître d'ouvrage*

15.1.1 – Tous risques Chantier

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de souscrire pour la durée des travaux une police d'assurance Tous Risques Chantier.

15.1.2 – Dommages Ouvrage

Le maître d'ouvrage souscrira éventuellement une police Dommages Ouvrage conformément à la loi 78-12 du 4 janvier 78 et textes subséquents et notamment l'ordonnance du 8 juin 2005 et conformément à l'annexe II de l'article A243-1 du Code des assurances.

15.1.3 – Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD)

Le coût prévisionnel des travaux et honoraires s'élevant à un montant supérieur à 15 millions d'euros HT, le maître d'ouvrage se laisse la possibilité de souscrire pour le compte des intervenants assujettis à la présomption de responsabilité civile décennale, un contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD) dont le plafond de garantie ne saurait être inférieur au coût de l'ouvrage.

Dans cette hypothèse, le maître d'œuvre s'engage à adhérer au CCRD souscrit par le maître d'ouvrage, auquel il donne mandat pour négocier les clauses et souscrire pour son compte, conformément à l'article L 112-1 du Code des assurances.

Ce mandat est irrévocable comme étant donné dans l'intérêt commun des parties concernées.

Le coût de la prime relative à ce contrat, ayant pour objectif d'assurer une garantie complète en assurance responsabilité civile décennale du maître d'œuvre et de l'ensemble des intervenants assujettis, ne saurait être supporté par le maître d'ouvrage.

Il sera en conséquence répercuté, au prorata des montants des marchés notifiés, sur la rémunération du maître d'œuvre et de chacun des titulaires concernés.

15.2. Assurances du maître d'œuvre

En complément à l'article 9 du CCAG Maîtrise d'œuvre, les dispositions à respecter en termes d'assurances sont décrites ci-après.

Chacun des membres de l'équipe du maître d'œuvre devra être titulaires de polices d'assurance suivantes.

15.2.1 – Responsabilité civile professionnelle

Le maître d'œuvre et, le cas échéant, ses sous-traitants devront chacun être garantis par une police de responsabilité civile destinée à couvrir les conséquences de la responsabilité civile lui incombant, en vertu des articles 1382 et suivants du Code Civil en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels, intervenus avant, pendant et après les prestations, objets du présent marché, et causés soit du fait du personnel de l'entreprise ou de ses préposés, soit du fait de ses prestations.

Cette garantie devra valoir tant avant qu'en cours de travaux et qu'après réception, aussi longtemps que la responsabilité de l'intervenant peut être recherchée.

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du marché, le maître d'œuvre devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle de droit commun, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le maître d'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

À tout moment durant l'exécution du marché, le maître d'œuvre devra être en mesure de produire cette attestation, sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de 15 jours à compter de sa demande.

15.2.2 – Responsabilité civile décennale

Le maître d'œuvre et, le cas échéant, ses sous-traitants doivent être garantis par une police couvrant, pendant 10 ans, les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil.

Cette police doit comporter au minimum les garanties suivantes :

- Responsabilité civile décennale au sens des articles 1792, 1792-2 et 1792-4-1 du Code civil y compris au profit des « existants totalement incorporés et techniquement indivisibles » ;
- Responsabilité biennale de bon fonctionnement des éléments dissociables au sens de l'article 1792-3 du Code civil ;
- Dommages immatériels consécutifs à des sinistres découlant de l'application des responsabilités et garanties visées ci-dessus s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun ;
- Dommages à l'ouvrage en cours de travaux, découlant d'un effondrement, y compris les frais de déblais.

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du marché, le maître d'œuvre devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant sa responsabilité civile décennale, au moyen d'une attestation de son assureur comportant :

- L'étendue de la responsabilité garantie, qui ne pourra être inférieure au coût de l'ouvrage conformément aux dispositions de l'article R 243-3-I du Code des assurances
- Un montant de garantie à hauteur de 3.000.000 € par sinistre,
- et être valable sous réserve de la justification par le maître d'ouvrage de la souscription d'un contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD).

Une fois l'attestation d'un CCRD produite par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre transmettra, dans un délai d'un mois suivant la réception de l'attestation d'un CCRD, une nouvelle attestation définitive pour le chantier avec mention du coût de l'ouvrage, tel que déclaré par le maître d'ouvrage, des activités couvertes et du montant des garanties.

Ce contrat d'assurance responsabilité décennale de seconde ligne aura pour seuil de déclenchement le montant de la garantie de chaque police individuelle de responsabilité décennale.

Dans l'hypothèse où le maître d'ouvrage déciderait de ne pas recourir à la souscription d'un CCRD, le maître d'œuvre devra, dans un délai d'un mois à compter de la notification de la décision du maître d'ouvrage, fournir une attestation établissant l'étendue de la garantie qui ne pourra être inférieure au coût de l'ouvrage conformément aux dispositions de l'article R 243-3-I du Code des assurances.

Le maître d'œuvre devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

15.2.3 – Défaut d'assurance

A défaut de fourniture dans les délais impartis des attestations conformes de police d'assurances visées à l'article 15.2, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à **500 €**, pourront être appliquées.

A défaut de fourniture, dans un délai de 2 (deux) mois après notification du présent marché, des attestations conformes de police d'assurances visées au présent article 15.2, le marché pourra être résilié aux torts du maître d'œuvre, en application de l'article 30.1 du CCAG-Maîtrise d'œuvre.

16. Utilisation des résultats

Il est fait application des articles 22, 23 et 24 du CCAG-Maîtrise d'œuvre.

17. Résiliation du contrat

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 à 31 inclus du CCAG Maîtrise d'Œuvre avec les précisions suivantes.

17.1. Résiliation du fait du maître d'ouvrage

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général, le maître d'œuvre a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 1%

En dérogation et complément de l'article 27 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, l'acheteur avec l'accord du maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacun des éléments de mission tels que définis à l'article 6.2 du présent CCAP pour la mission de base. Cette résiliation n'ouvre droit au règlement d'aucune indemnité pour le maître d'œuvre. Se référer à l'article 13.4 du présent CCAP.

17.2. Résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre

Il est fait application de l'article 30 du CCAG-Maîtrise d'œuvre.

Par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, en cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de quinze jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur d'y procéder, le marché peut être résilié aux torts du groupement, dans les conditions prévues à l'article 30. La présente résiliation est opérée sans mise en demeure préalable.

Par dérogation et complément à l'article 30 du C.C.A.G.-Maîtrise d'œuvre, le marché pourra être résilié dans les cas suivants :

- Dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 11.2 du présent C.C.A.P
- Dans le cas où, après mise en concurrence infructueuse, le maître d'œuvre ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la passation des marchés de travaux dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 11.2 du présent C.C.A.P

En complément de l'article 27 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, le marché peut également être résilié pour faute du maître d'œuvre dans les cas suivants :

- Manquement à certaines obligations légales et réglementaires, tel que précisé aux articles 14.2.4, 19 et 20 du présent CCAP.

En cas de résiliation pour faute du maître d'œuvre et par dérogation à l'article 32.3.2 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, la valeur des prestations fournies et admises figurant au crédit du maître d'œuvre font l'objet d'un abattement de 10%.

17.3. Conséquence de la résiliation aux tors du maître d'œuvre

En dérogation et complément à l'article 34 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, il pourra être fait application de l'exécution des prestations aux frais et risques du Maître d'œuvre, dans les cas de résiliation visé à l'article 17.2 ci-avant du présent CCAP et à l'article 30 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, suivant les dispositions de ce même article 34.

Le maître d'œuvre ou ses ayants droits s'obligent à remettre au maître d'ouvrage tout document en sa possession, nécessaire à la poursuite de la mission interrompue.

18. Règlement des différends

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le maître d'ouvrage et/ou l'acheteur et le maître d'œuvre ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations de maîtrise d'œuvre à effectuer.

En cas de difficultés dans l'exécution de la mission confiée au maître d'œuvre, les parties devront rechercher un accord à l'amiable, en application de l'article 35 du CCAG-Maîtrise d'œuvre.

A défaut, tout litige sera porté devant le tribunal administratif de Nantes dont le siège est sis 6 allée de l'Ile Gloriette.

19. Confidentialité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Maîtrise d'œuvre.

Le maître d'œuvre doit informer ses éventuels sous-traitants des obligations de confidentialité.

En cas de manquement, par le maître d'œuvre ou son sous-traitant, à ses obligations relatives à la confidentialité, le marché pourra être résilié pour faute en application de l'article 30 du CCAG-Maîtrise d'œuvre.

20. Protection des données à caractère personnel

Pour l'exécution du présent marché public, le maître d'œuvre et le cas échéant ses sous-traitants, est (sont) tenu(s) au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (« le règlement européen sur la protection des données »).

En cas de manquement, par le maître d'œuvre ou son sous-traitant, à ses obligations relatives à la protection des données personnelles, le marché pourra être résilié pour faute en application de l'article 30 du CCAG-Maîtrise d'œuvre.

21. Dérogations

Article du CCAP	Article du CCAG-Maîtrise d'œuvre auquel il est dérogé
2.1	4.1
2.2	4.2.1
9.6	14.1
10.1	11.2
13.1.1	20.4.2
13.1.2	21 dont 21.2.1
13.4	27
14.1	16.2
17.1	27
17.2	3.5.4, 30 et 32.3.2
17.3	34

22. Annexe

L'annexe 1 « Annexe 1 CCAP - Plateforme collaborative » est jointe à ce présent dossier de consultation.
